

LE REVENU AGRICOLE—LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, moi aussi je désire poser une question au ministre des Finances.

Hier le ministre a déclaré que les recommandations du comité des finances ne constituaient que des changements mineurs par rapport à ce qu'il y a dans son Livre blanc. Mais je tiens à informer le ministre que plusieurs de ces changements «mineurs» vont avoir des effets considérables sur l'activité des agriculteurs.

Je veux demander au ministre par votre intermédiaire, monsieur le Président, s'il est maintenant disposé à accepter la recommandation du comité, à renoncer à sa méthode injuste et coûteuse en faveur d'une comptabilité d'exercice modifiée.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je vais donner au député la même réponse qu'à d'autres interrogateurs.

Le comité des finances auquel il appartient a longuement analysé le Livre blanc et présenté une série de recommandations après avoir consulté un grand nombre de personnes au pays.

Je pense qu'il ne serait pas du tout dans l'ordre que je donne un avis fragmentaire sur chaque question, au coup par coup. Je devrais plutôt fournir à la Chambre une réponse globale lorsque la motion de voies et moyens sera déposée en décembre.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Simon de Jong (Regina-est): Monsieur le Président, je tiens à dire au ministre que beaucoup d'agriculteurs vivent dans une énorme insécurité. Les mesures exposées par le ministre dans le Livre blanc n'ont fait qu'aggraver l'insécurité et l'incertitude.

J'invite le ministre à dissiper cette incertitude qui règne chez eux pour qu'ils puissent se mettre à préparer la prochaine campagne, à jouer franc jeu avec eux et à annoncer le plus tôt possible qu'il ne va pas appliquer ces mesures idiotes pondues par le ministère des Finances, qui n'ont ni queue ni tête pour les agriculteurs.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, tout ce que je puis dire, je pense, c'est que je prends les propos du député comme une intervention à l'appui du rapport du comité. J'ai dit que je répondrai en décembre.

* * *

L'AGRICULTURE

LES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK—ON DEMANDE UN PAIEMENT DE STABILISATION

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Questions orales

Le 14 août, j'ai demandé au ministre quels progrès avaient été réalisés en ce qui concerne les paiements de péréquation pour la campagne de pommes de terre de 1985. Le ministre m'avait alors assuré qu'il serait en mesure de faire une annonce positive sous peu.

Je pense que le sous peu est venu et passé, mais que les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick attendent toujours un geste du gouvernement. Quelle annonce positive le ministre peut-il faire, aujourd'hui, aux producteurs de pommes de terre?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'apprécie les efforts que le député de Fundy—Royal déploie sans relâche et ses instances au nom des producteurs de pommes de terre de ce pays.

Je demande au député de considérer que, en raison de la situation financière des agriculteurs canadiens, le gouvernement du Canada a dû augmenter le budget de mon ministère de 350 à 400 p. 100.

Il n'est pas toujours possible d'avoir tout l'argent au moment où on le voudrait. Je voudrais rassurer le député et lui dire que les producteurs de pommes de terre du Canada sont toujours, pour moi, une priorité et que j'espère pouvoir répondre dans un délai raisonnable, et répondre positivement.

* * *

L'ÉDUCATION

LE PROJET DE CRÉER UN CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État.

Cet avant-midi, les représentants de la Fédération canadienne des étudiants nous ont déclaré qu'ils jugeaient prioritaire de mettre sur pied un conseil consultatif de l'enseignement postsecondaire. Ils ont l'appui des professeurs d'université, de la Fédération canadienne des enseignants, de l'Association des universités et collèges et d'un large segment du monde des affaires. En fait, je crois que la majorité des ministres de l'Éducation du pays appuient l'idée.

Je demande au ministre s'il donnera suite aux travaux du colloque de Saskatoon et, dans un geste qui pourrait nous donner espoir, réunira les partenaires concernés pour créer un conseil consultatif national comme le demande la Fédération canadienne des étudiants?